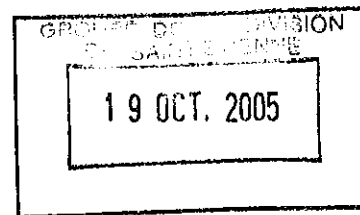


PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Claire Lise SOUVIGNET
E-mail : claire-lise.souvignet@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.45.25
Dossier n° 97/0020
Opération n°2005/2843



Le Préfet de la Loire
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre Nationale du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 512-12-1er alinéa ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) ;

VU le récépissé de déclaration du 26 juin 2002 réglementant les activités exercées par la **S.A. LINOSSIER** sur le territoire de la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT - route de St Marcellin ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 avril 2005 prescrivant à la **S.A. LINOSSIER** la mise en œuvre de mesures conservatoires afin que les conséquences du sinistre survenu le 31 mars 2005 dans les installations qu'elle exploite route de St Marcellin à SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT n'aient pas d'incidences sur l'environnement ;

VU le rapport en date du 26 avril 2005, adressé par la S.A. LINOSSIER, déterminant les causes de l'incendie survenu le 31 mars 2005 sur son site de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT et les mesures compensatoires préconisées pour que ce type d'accident ne se renouvelle pas ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 27 juin 2005 constatant que les inconvénients inhérents aux conditions actuelles d'exploitation ne sont pas réglementés par les prescriptions susvisées notamment en ce qui concerne l'utilisation de la pastilleuse et de la mélangeuse ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 19 septembre 2005 ;

CONSIDERANT que la S.A. LINOSSIER a décidé de ne plus utiliser la pastilleuse Courtoy et que les mesures prises sont de nature à empêcher le renouvellement de ce type d'incendie ;

CONSIDERANT que les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions générales applicables aux installations susvisées ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Situation administrative

La **S.A. LINOSSIER** – Route de St-Marcellin à SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT fournira dans un délai de 2 mois une situation administrative de son site vis à vis de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

ARTICLE 2 : Pastilleuse

Toutes les pastilleuses du site disposeront d'un capteur de température sur chaque rampe associé à la came de remplissage qui arrête la machine si la température est supérieure à 50° C, de manière automatique.

Ce capteur sera relié à une alarme sonore et visuelle.

Ce capteur fera l'objet de procédures de maintenance et de vérifications périodiques.

Des procédures seront mises en œuvre pour s'assurer régulièrement de l'absence de poudre dans la partie inférieure de la pastilleuse et l'absence d'huile sur le plateau tourelle.

Ces procédures provoqueront l'arrêt de la production en cas d'anomalie.

ARTICLE 3 : Mélangeuse

Les mélangeuses seront munies de sonde de température afin d'identifier une élévation de température à l'intérieur des cuves. Ce capteur sera relié à une alarme sonore et visuelle.

ARTICLE 4 : Eaux d'extinction incendie

Un dispositif permettant la rétention des eaux d'extinction d'incendie sera mis en place par l'exploitant. Ce dispositif sera opérationnel sous 1 mois.

ARTICLE 5

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 6

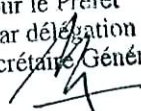
Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 7

M. le Sous Préfet de MONTBRISON, M. le Maire de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

18 OCT. 2005

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

Ampliation adressée à :

- Monsieur le Directeur
de la S.A. LINOSSIER
route de St Marcellin
42170 - SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT
- M. le Sous Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le maire de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT
- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Archives
- Chrono

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché Principal
Chef de Bureau
